

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1971-1972

Annexe au procès-verbal de la séance du 26 juin 1972.

RAPPORT

FAIT

au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées (1), sur le projet de loi, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, autorisant la ratification de la Convention de la Conférence de La Haye de Droit international privé concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs, conclue à La Haye le 5 octobre 1961, signée par la France le 29 novembre 1961,

Par M. Jean PERIDIER,

Sénateur.

(1) Cette commission est composée de : MM. Jean Lecanuet, président ; Raymond Boin, Louis Martin, Jean Périquier, Pierre de Chevigny, vice-présidents ; Jean de Lachomette, Pierre Giraud, Francis Palmero, Serge Boucheny, secrétaires ; Edmond Barrachin, Maurice Bayrou, Jean Berthoin, Charles Bosson, Louis Brives, Maurice Carrier, Léon Chambaretaud, Jean Colin, Roger Deblock, Emile Didier, Jacques Duclos, Baptiste Dufeu, Robert Gravier, Raymond Guyot, Louis Jung, Michel Kauffmann, Emmanuel Lartigue, Jean Legaret, Marcel Lemaire, Jean Lhospied, Georges Lombard, Ladislav du Luart, Michel Maurice-Bokanowski, Gaston Monnerville, André Morice, Dominique Pado, Henri Parisot, Maurice Pic, Roger Poudonson, Georges Repiquet, Abel Sempé, Edouard Soldani, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Vassor, Emile Vivier, Michel Yver.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (4^e législ.) : 2346, 2405 et in-8° 605.

Sénat : 265 (1971-1972).

Traités et Conventions. — Minorité - Tutelle.

Mesdames, Messieurs,

Il est sans doute regrettable que le Gouvernement ait attendu près de onze ans pour demander au Parlement la ratification de la Convention de la Conférence de droit international privé de La Haye, conclue le 5 octobre 1961, et concernant la compétence des autorités, ainsi que la loi applicable en matière de protection des mineurs.

Ce retard est d'autant plus inexplicable :

1° Que la France avait été un des pays à dénoncer une Convention élaborée à La Haye, en 1902, qui concernait également la protection des mineurs mais qui ne correspondait plus aux conditions de la vie moderne ;

2° Que la conférence de La Haye de 1961 était présidée par un magistrat français M. Holleaux ;

3° Que la France avait signé cette Convention le 29 novembre 1961.

Ce sont, paraît-il, certaines contradictions juridiques de cette Convention, qui auraient fait hésiter si longtemps le Gouvernement. Mais aujourd'hui, plus pragmatique, il considère que cette Convention constitue malgré tout un élément important de la protection des mineurs et c'est pour cette raison qu'il s'est décidé à demander au Parlement de la ratifier.

Nous n'allons pas entrer dans l'analyse des divers articles de ce texte, qui est faite d'une façon très complète dans l'exposé des motifs.

Nous rappellerons seulement que cette Convention a pour but unique de déterminer quelles seront, d'une part, les autorités compétentes, et, d'autre part, la loi applicable en matière de protection du mineur (personne et biens). Elle concerne tous les mineurs qui ont cette qualité tant au regard de leur loi nationale que de la loi interne de l'Etat de leur résidence habituelle.

La grande réforme de cette Convention, c'est qu'elle pose le principe fondamental de la compétence des autorités de l'Etat de la résidence habituelle du mineur, et non de l'Etat dont il est ressortissant, pour prendre, selon leur droit interne, les mesures tendant à la protection de la personne ou des biens de ce mineur.

C'est là une innovation heureuse correspondant à la tendance qui se dégage, sur le plan international, à accorder une importance croissante aux liens qui rattachent une personne à la société dans laquelle elle vit effectivement, l'Etat de résidence étant indiscutablement le mieux placé pour apprécier l'intérêt de l'enfant et les mesures de protection qui s'imposent à son égard. Enfin, autre avantage, c'est qu'elle fait coïncider la compétence législative avec la compétence des autorités appelées à statuer ; l'âge de la minorité — il ne faut pas l'oublier — n'étant pas le même dans les divers pays européens.

Il faut souligner que ce principe est malheureusement assorti de certaines exceptions :

1° L'article 3 exclut de la Convention les cas dans lesquels la loi nationale prévoit un régime juridique qui entre en vigueur de plein droit, comme par exemple la tutelle des ascendants, prévue à l'article 402 du Code civil français ;

2° L'article 4 donne la possibilité aux autorités nationales d'organiser la protection du mineur selon leur loi interne.

Sans doute ces exceptions affaiblissent la portée générale de la Convention et vont, dans une certaine mesure, à l'encontre d'une véritable unification en matière de protection des mineurs.

Cependant il faut déjà noter que la deuxième exception est limitée par l'article 8 (1^{er} alinéa), qui prévoit que les autorités de l'Etat de la résidence habituelle du mineur redeviennent compétentes et prennent les mesures prévues par leur loi interne s'il leur apparaît que par application de la loi nationale du mineur, celui-ci serait sérieusement menacé dans sa pensée ou dans ses biens.

De toute manière, malgré ses insuffisances et certaines contradictions, qui risquent de soulever quelques difficultés d'application, il n'en reste pas moins vrai que cette Convention constitue une étape importante dans l'unification du droit concernant la protection du mineur.

Par ailleurs, on peut penser que cette Convention sera complétée incessamment par une série d'autres Conventions, à l'élaboration desquelles travaille actuellement le Conseil de l'Europe.

C'est pour toutes ces raisons que votre Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, donne un avis favorable à ce projet de loi, autorisant la ratification de la Convention de la Conférence de La Haye de droit international, conclue le 5 octobre 1961 et signée par la France le 29 novembre 1961.

PROJET DE LOI

(Texte adopté par l'Assemblée Nationale.)

Article unique.

Est autorisée la ratification de la Convention de la Conférence de La Haye de droit international privé concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs, conclue à La Haye le 5 octobre 1961, signée par la France le 29 novembre 1961, dont le texte est annexé à la présente loi.

ANNEXE

CONVENTION **concernant la compétence des autorités** **et la loi applicable** **en matière de protection des mineurs.**

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}.

Les autorités, tant judiciaires qu'administratives, de l'Etat de la résidence habituelle d'un mineur sont, sous réserve des dispositions des articles 3, 4 et 5, alinéa 3, de la présente Convention, compétentes pour prendre des mesures tendant à la protection de sa personne ou de ses biens.

Article 2.

Les autorités compétentes aux termes de l'article 1^{er} prennent les mesures prévues par leur loi interne.

Cette loi détermine les conditions d'institution, modification et cessation desdites mesures. Elle régit également leurs effets tant en ce qui concerne les rapports entre le mineur et les personnes ou institutions qui en ont la charge, qu'à l'égard des tiers.

Article 3.

Un rapport d'autorité résultant de plein droit de la loi interne de l'Etat dont le mineur est ressortissant est reconnu dans tous les Etats contractants.

Article 4.

Si les autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant considèrent que l'intérêt du mineur l'exige, elles peuvent, après avoir avisé les autorités de l'Etat de sa résidence habituelle, prendre selon leur loi interne des mesures tendant à la protection de sa personne ou de ses biens.

Cette loi détermine les conditions d'institution, modification et cessation desdites mesures. Elle régit également leurs effets

tant en ce qui concerne les rapports entre le mineur et les personnes ou institutions qui en ont la charge, qu'à l'égard des tiers.

L'application des mesures prises est assurée par les autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant.

Les mesures prises en vertu des alinéas précédents du présent article remplacent les mesures éventuellement prises par les autorités de l'Etat où le mineur a sa résidence habituelle.

Article 5.

Au cas de déplacement de la résidence habituelle d'un mineur d'un Etat contractant dans un autre, les mesures prises par les autorités de l'Etat de l'ancienne résidence habituelle restent en vigueur tant que les autorités de la nouvelle résidence habituelle ne les ont pas levées ou remplacées.

Les mesures prises par les autorités de l'Etat de l'ancienne résidence habituelle ne sont levées ou remplacées qu'après avis préalable auxdites autorités.

Au cas de déplacement d'un mineur qui était sous la protection des autorités de l'Etat dont il est ressortissant, les mesures prises par elles suivant leur loi interne restent en vigueur dans l'Etat de la nouvelle résidence habituelle.

Article 6.

Les autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant peuvent, d'accord avec celles de l'Etat où il a sa résidence habituelle ou possède des biens, confier à celles-ci la mise en œuvre des mesures prises.

La même faculté appartient aux autorités de l'Etat de la résidence habituelle du mineur à l'égard des autorités de l'Etat où le mineur possède des biens.

Article 7.

Les mesures prises par les autorités compétentes en vertu des articles précédents de la présente Convention sont reconnues dans tous les Etats contractants. Si toutefois ces mesures comportent des actes d'exécution dans un Etat autre que celui où elles ont été prises, leur reconnaissance et exécution sont réglées soit par le droit interne de l'Etat où l'exécution est demandée, soit par les conventions internationales.

Article 8.

Nonobstant les dispositions des articles 3, 4 et 5, alinéa 3, de la présente Convention, les autorités de l'Etat de la résidence habituelle d'un mineur peuvent prendre des mesures de protection pour autant que le mineur est menacé d'un danger sérieux dans sa personne ou ses biens.

Les autorités des autres Etats contractants ne sont pas tenues de reconnaître ces mesures.

Article 9.

Dans tous les cas d'urgence, les autorités de chaque Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent le mineur ou des biens lui appartenant, prennent les mesures de protection nécessaires.

Les mesures prises en application de l'alinéa précédent cessent, sous réserve de leurs effets définitifs, aussitôt que les autorités compétentes selon la présente Convention ont pris les mesures exigées par la situation.

Article 10.

Autant que possible, afin d'assurer la continuité du régime appliqué au mineur, les autorités d'un Etat contractant ne prennent de mesures à son égard qu'après avoir procédé à un échange de vues avec les autorités des autres Etats contractants dont les décisions sont encore en vigueur.

Article 11.

Toutes les autorités qui ont pris des mesures en vertu des dispositions de la présente Convention en informent sans délai les autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant et, le cas échéant, celles de l'Etat de sa résidence habituelle.

Chaque Etat contractant désignera les autorités qui peuvent donner et recevoir directement les informations visées à l'alinéa précédent. Il notifiera cette désignation au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Article 12.

Aux fins de la présente Convention on entend par « mineur » toute personne qui a cette qualité tant selon la loi interne de l'Etat dont elle est ressortissante que selon la loi interne de sa résidence habituelle.

Article 13.

La présente Convention s'applique à tous les mineurs qui ont leur résidence habituelle dans un des Etats contractants.

Toutefois les compétences attribuées par la présente Convention aux autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant sont réservées aux Etats contractants.

Chaque Etat contractant peut se réserver de limiter l'application de la présente Convention aux mineurs qui sont ressortissants d'un des Etats contractants.

Article 14.

Aux fins de la présente Convention, si la loi interne de l'Etat dont le mineur est ressortissant consiste en un système non unifié, on entend par « loi interne de l'Etat dont le mineur est ressortissant » et par « autorités de l'Etat dont le mineur est ressortissant » la loi et les autorités déterminées par les règles en vigueur dans ce système et, à défaut de telles règles, par le lien le plus effectif qu'a le mineur avec l'une des législations composant ce système.

Article 15.

Chaque Etat contractant peut réserver la compétence de ses autorités appelées à statuer sur une demande en annulation, dissolution ou relâchement du lien conjugal entre les parents d'un mineur, pour prendre des mesures de protection de sa personne ou de ses biens.

Les autorités des autres Etats contractants ne sont pas tenues de reconnaître ces mesures.

Article 16.

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être écartées dans les Etats contractants que si leur application est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 17.

La présente Convention ne s'applique qu'aux mesures prises après son entrée en vigueur.

Les rapports d'autorité résultant de plein droit de la loi interne de l'Etat dont le mineur est ressortissant sont reconnus dès l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 18.

Dans les rapports entre les Etats contractants la présente Convention remplace la Convention pour régler la tutelle des mineurs signée à La Haye le 12 juin 1902.

Elle ne porte pas atteinte aux dispositions d'autres conventions liant au moment de son entrée en vigueur des Etats contractants.

Article 19.

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Article 20.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 19, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 21.

Tout Etat non représenté à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 20, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. L'acceptation sera notifiée au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, entre l'Etat adhérent et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 22.

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant signé et ratifié la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 20. Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant adhéré à la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'article 21.

Article 23.

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, faire les réserves prévues aux articles 13, alinéa 3, et 15, alinéa premier, de la présente Convention. Aucune autre réserve ne sera admise.

Chaque Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 22, faire ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Chaque Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 24.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 20, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 25.

Le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 19, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 21 :

- a) Les notifications visées à l'article 11, alinéa 2 ;
- b) Les signatures et ratifications visées à l'article 19 ;
- c) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 20, alinéa premier ;
- d) Les adhésions et acceptations visées à l'article 21 et la date à laquelle elles auront effet ;
- e) Les extensions visées à l'article 22 et la date à laquelle elles auront effet ;
- f) Les réserves et retraits de réserves visés à l'article 23 ;
- g) Les dénonciations visées à l'article 24, alinéa 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 5 octobre 1961, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

- | | |
|---|--|
| Pour la République fédérale d'Allemagne :
HANS ARNOLD.
(Sous réserve de la ratification.)
22 octobre 1968. | Pour le Luxembourg :
P. SCHULTÉ.
(Sous les réserves prévues aux articles 13, alinéa 3, et 15, alinéa 1 ^{er} .)
3 janvier 1963. |
| Pour l'Autriche :
D ^r KLANS WINTERSTEIN.
28 novembre 1966. | Pour la Norvège : |
| Pour la Belgique : | Pour les Pays-Bas :
H. R. VAN HOUTEN.
30 novembre 1962. |
| Pour le Danemark : | Pour le Portugal :
ALVARO BRILHANTE LABORINHO.
29 septembre 1967. |
| Pour l'Espagne : | Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : |
| Pour la Finlande : | Pour la Suède : |
| Pour la France :
ETIENNE DE CROUY.
(Sous la réserve prévue à l'article 15.)
La Haye, le 29 novembre 1961. | Pour la Suisse :
JEAN MERMINOD.
18 novembre 1964. |
| Pour la Grèce : | Pour la Yougoslavie :
RADE LUKIC.
(Sous réserve de la ratification.) |
| Pour l'Italie :
R. GIUSTINIANI.
15 décembre 1961. | |
| Pour le Japon : | |